Revue de presse
Articles publiés entre le 10 mars et le 14 mars 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Pêche.....2
Visite de Nicolas Hulot à la COI.....10
Développement durable.....14
Economie.....16
J-C. de l'Estrac, candidat à la succession d'Abdou Diouf à l'OIF.22
Tourisme.....42

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Pêche

réunion 1ère

Financement et surveillance régionale des pêches pour une gestion durable des ressources halieutiques

07/03/2014 Par Erwann Ponnet

L'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien viennent de signer une convention de financement pour une nouvelle étape de SmartFish, le programme régional des pêches. L'Europe y consacre au total 36 millions d'Euros pour une gestion durable des ressources halieutiques.



© COI Interception et arrestation d'un navire en activité illégale dans les trentièmes au Sud de Madagascar par l'équipe d'inspection d'Osiris composée d'inspecteurs français, comoriens, seychellois, mauriciens et malgaches. Déroutement sur Fort Dauphin.

16 millions d'Euros intégralement financés par le Xème Fonds européen de Développement, le projet Smartfish a désormais son financement complet. Hier, jeudi 6 Mars, Cécile Tassin-Pelzer, la représentante de l'UE à l'Île Maurice, et le Secrétaire Général de la COI, Jean-Claude de L'Estrac, ont validé la convention de financement. Ce montant s'ajoute à une première enveloppe de 21 millions d'Euros. Le programme régional des Pêches dispose de 37 millions pour les trois ans à venir.



© COI Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, et Cécile Tassin-Pelzer, représentante de la délégation de l'Union européenne à Maurice

20 pays de la zone Océan Indien sont directement concernés avec pour bénéficiaires prioritaires les pêcheurs et les populations côtières. Cela fait de SmartFish, l'un des plus grands programmes sur la pêche en Afrique. Formation, valorisation économique et commerciale des produits de la pêche, gestion raisonnée des ressources et politique commune de surveillance des pêches, depuis 2011, plus de 140 actions ont ainsi été menées sur le terrain.

Préserver la ressource et lutter contre la pêche illégale

Avec la validation du financement de SmartFish, la COI a également lancé officiellement le " système régional des suivis des navires de pêche par satellite ". Après Madagascar, le 14 janvier, l'accord sur les échanges de données satellitaires a été signé par La Réunion, le 28 février. Jean-Claude de L'Estrac a souligné « *la volonté des pays membres de la COI de lutter ensemble contre la pêche illégale, préjudice net pour nos économies et nos environnements marins* ».
Outil particulièrement efficace, le système d'information géo-maritime (SIGMA VMS régional) permet de lutter contre la pêche illégale dans la région et surveiller les activités de pêche existantes. Les contrevenants profitaient jusqu'à présent du cloisonnement des politiques de surveillance, c'est dorénavant terminé. Les services de surveillance des pêches ont désormais une vision régionale, permanente et en temps réel des activités de pêche dans la région.

La pêche : pilier de l'économie de l'Indiaocéanie

Dans la grande région de l'Afrique orientale et australe et de l'Océan Indien, plus de trois millions et demi de personnes vivent directement du secteur de la pêche. Plus de 20 % du thon commercialisé dans le monde provient de l'Océan Indien. Cela représente près d'un million de tonnes de thonidés pour une valeur marchande estimée à 2 milliards de dollars. Une activité de pêche qui génère, dans l'industrie de transformation, plus de 12 000 emplois directs et près de 20 000 emplois indirects. Le programme SmartFish est basé sur une approche globale de gestion raisonnée des ressources pour garantir la pérennité de ces emplois.

http://reunion.la1ere.fr/2014/03/07/financement-et-surveillance-regionale-des-peches-pour-une-gestion-durable-des-ressouces-halieutiques-129807.html

LINFO.RE

Europe : 16 millions d'€ pour la pêche dans l'océan Indien

7 mars 2014



Le programme SmartFish-II pour la gestion durable des ressources halieutiques dans la région inclura désormais un système de surveillance par satellite. Il sera aussi soutenu par l'UE à hauteur de 16millions d'€.

La phase II du programme SmartFish a été actée jeudi 6 mars à Maurice par la signature d'une convention entre la COI et l'UE pour un soutien financier de 16 millions d'€. Cet appui renouvelé de Bruxelles couvrira une période de 3 ans et demi et concernera 20 pays de l'Afrique orientale, australe et de l'Océan Indien, avec comme principal objectif : « *développer un secteur régional des pêches durable et générateur de revenus et d'emplois* ».

Tout en capitalisant les acquis de la première phase du programme (de mars 2011 à septembre 2013), la COI et son principal partenaire prévoient « *un recentrage des activités sur certaines filières stratégiques en termes de création de richesses et de contribution à la sécurité alimentaire* » au cours du SmartFish-2, a annoncé durant la cérémonie de signature Cécile Tassin-Pelzer, représentante de la délégation de l'UE à Maurice.

La prochaine étape consistera par ailleurs à renforcer la surveillance de la pêche au niveau de l'Indianocéanie avec un tout nouveau système par satellite, le SIGMA VMS. Le déploiement de cet outil - développé dans le cadre du Plan régional de surveillance des pêches ou PRSP- témoigne de « *la volonté des pays membres de la COI de lutter ensemble contre la pêche illégale, préjudice net pour nos économies et nos environnements marins* », a réitéré hier le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac.

Ce dernier d'insister par ailleurs sur la nécessité pour la région de disposer de tous les moyens permettant une exploitation durable de ses ressources halieutiques étant donné l'enjeu économique que cela représente. En effet le secteur de la pêche génère à lui seul 12 000 emplois directs et près de 20 000 emplois indirects. Par ailleurs, *« plus de 20% du thon commercialisé dans le monde provient de l'océan Indien, soit près d'un million de tonnes pour une valeur marchande au débarquement de quelque 2 milliards de dollars »,* soit plus d'1,4 milliard d'€, poursuit encore le SG de la COI sur des propos rapportés par le portail malgache *Moov.mg*.

La gestion durable des réserves en poissons ne se limite pas seulement à écarter tout risque de pêche illégale pour la COI et ses principaux partenaires financiers et techniques, en l'occurrence l'UE et la FAO. Le programme SmartFish, vise également à limiter autant que possible les pertes post-capture de poissons qui menacent à long terme la sécurité alimentaire de plusieurs millions de personnes.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/392-Economie/623335-Europe-16-millions-d-EUR-pour-la-peche-dans-l-ocean-Indien

Seychelles NATION

Nouvelles approches pour une pèche soutenable

10-March-2014



Des délégués des pays de l'Afrique orientale et australe et des Caraïbes et du Pacifique ainsi que des organisations de ces régions se rencontrent actuellement à l'Hôtel Ephelia de Port Launay dans le cadre d'une conférence de trois jours afin de déterminer de nouvelles approches pouvant déboucher sur une pêche soutenable dans les régions concernées dans le cadre du programme 'Smart Fish'. Le programme 'Smart Fish' est une initiative de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui bénéficie du soutien financier de l'Union Européenne et technique de la FAO (Organisation Mondiale pour la Nourriture et l'Alimentation).

Visant a une meilleur gestion des stocks poissonniers dans les régions est et sud de l'Afrique et dans l'Océan Indien, 'Smart Fish' a été qualifié comme un des programmes les plus importants et les plus ambitieux de la COI.

Le but de la conférence est d'analyser les progrès réalisés dans le cadre du programme, déterminer les leçons à retirer et planifier une gestion raisonnée des océans et des ressources marines sur le long terme, au moins pour les prochains dix ans.

La conférence de trois jours a été officiellement lancée hier matin par le Ministre des Ressources Naturelles des Seychelles M. Peter Sinon, en présence du Ministre de la Pèche de l'Ouganda, Mme Ruth Ssentamu Nankabirna, du secrétaire général aux ressources naturelles M. Michel Nalletamby, des représentants de l'Union Européenne, de la FAO, de la COI et d'autres partenaires.

Le ministre Sinon a déclaré que l'organisation de la conférence arrive à un moment opportun où les stocks de poissons immigrants doivent être gérés de manière commune par tous les pays concernés. La meilleur mode de

gestion, a-t-il dit, est une proche collaboration entre les pays et les partenaires comme l'Union Européenne.

« Nous allons réussir ensemble ou mourir ensemble », a souligné le ministre Sinon.

Le ministre responsable de la pêche a rappelé le grand effort fourni par les Seychelles dans le secteur, où dans le contexte de l'économie bleue, le Président James Michel appelle pour un changement de nos relations avec les océans et pour une gestion plus soignée et plus bénéfique des ressources marines. Surtout, que les nuisances apportées à cet écosystème sont causés par l'homme. Dans ce contexte, le ministre a averti que comme l'homme a développé les capacités à détruire son environnement et si on ne change pas de mentalité « on ne parlera bientôt plus de mer morte mais de planète morte ».

Il a rappelé que viennent s'ajouter à cela d'autres dangers comme le changement climatique, la pêche illicite, l'augmentation de la pauvreté en Afrique et la piraterie maritime qu'il dit menacent l'économie et l'existence des Seychelles.

Sur ces deux derniers points, il a fait remarquer qu'un des objectifs du projet 'Smart Fish' et de lutter contre la pauvreté et d'atteindre les objectifs du millénaire. Il a remercié les partenaires qui ont contribué à la diminution des actes de piraterie dans l'Océan Indien et a également adressé son appréciation à tous ceux qui ont contribué à la réussite de 'Smart Fish'.

« Nous n'avons pas le choix mais de revoir et d'accroître la collaboration […] La bataille pour un développement soutenable sera gagnée ou perdue dans les océans », a dit le ministre. Il a terminé sur une citation de sagesse de sa mère, l'ancienne ministre Rita Sinon, sur le poisson :

« Le poisson fait partie de notre culture, de notre héritage. Le poisson donne l'intelligence, l'intelligence donne de l'argent et l'argent permet d'acheter plus de poissons. »

Le ministre Sinon a conclu que pour garder la tradition, il faut qu'on garantisse qu'on continue toujours à avoir du poison dans nos océans.

http://www.nation.sc/article.html?id=240952

Lexpress dimanche du 09/03/2014

la pêche illégale prend une nouvelle dimension dans la région. nembres de la Commission de l'océan Indien mutualisent s données satellitaires de suivi des navires.



raisonné par le Tendromaso. Ce patrouilleur malgache ndredi avec une équipe régionale d'inspection.

nt les régions touchées. Selon
ns les estimations des spécia-
la listes, ces pertes représente-
ar raient entre 10 et 24 milliards
la de dollars chaque année à
n- l'échelle mondiale, pour 11
es à 26 millions de tonnes de
fé- produits de la mer.
u-
ce **« UN OUTIL**
or- **REDOUTABLE »**
nt
de « *Ce système d'information*
o- *sera un outil redoutable dans*
ys- *l'arsenal dont nous disposons*
ir- *déjà pour lutter contre la pêche*
de *illégale, et il nous permettra de*
é- *mieux organiser nos missions*
un *communes* », explique Xavier
ta- Nicolas, le coordonnateur
es du projet à la COI. Les pays
ale membres coopèrent en effet
o- depuis 2007 sur le dossier
ns de la pêche illégale, à travers
des patrouilles maritimes et aériennes communes, coordonnées par la Commission. « *Cette mise en commun des moyens des différents pays augmente notre capacité de façon considérable. Elle permet par exemple de regrouper des inspecteurs mauriciens et malgaches à bord d'un patrouilleur malgache, pour des missions autour de Rodrigues* », poursuit Xavier Nicolas.

Depuis la première mission en 2007, environ 400 navires ont été inspectés, ce qui a donné lieu à 10 arraisonnements de bateaux en situation de pêche illégale. Une quarantaine de procès-verbaux ont également été dressés à des navires, notamment pour non-respect des normes en vigueur. La 41e mission a débuté ce vendredi.

Le cœur du nouveau système informatique de surveillance se trouve au siège de la COI à Ebène, où les informations satellitaires des pays membres sont stockées sur une base de données commune. Sa mise en place aura nécessité plus de trois ans de travail technique et de discussions diplomatiques de la part des Etats de la région, durant lesquels ils se sont concertés sur les modalités de partage des informations, les clauses de confidentialité, la sécurisation et la transmission des données, entre autres. Le projet, qui a coûté 360 000 euros (environ Rs 14,5 millions), a été réalisé grâce a l'apport financier de la DG Mare, l'organisme responsable des affaires maritimes de l'Union européenne.

Les grandes dates du projet

■ **22 juillet 2005.** Lors du troisième Sommet des chefs d'Etat de la COI à Antananarivo, ces derniers prennent des engagements en faveur d'une coopération régionale maritime renforcée pour la surveillance des activités de pêche.

■ **Début 2007.** Les ministres de la Pêche des Etats membres se réunissent aux Seychelles pour signer un protocole de coopération et de mise en commun des ressources pour lutter contre la pêche illégale.

■ **Septembre 2007.** Première patrouille commune des pays membres, coordonnée par la COI.

■ **28 février 2014.** Signature du protocole pour l'échange de données satellitaires sur les activités de pêche dans la région.

■ **6 mars 2014.** Le système informatique de suivi des activités de pêche devient opérationnel.

Il marque une avancée considérable sur le plan mondial.

Désormais, les navires qui tenteront de pêcher illégalement dans les eaux de la COI ne pourront plus profiter du cloisonnement des différentes autorités de pêche. Ils apparaîtront sur une image globale évoluant en temps réel et couvrant les 5,5 millions de kilomètres carrés des eaux territoriales des pays de la COI. « *Ça ne sera plus comme avant, quand chaque autorité avait sa petite image satellite. Maintenant, tous auront la même image de la région. Et les bateaux ne pourront plus se cacher* », résume Xavier Nicolas.

■ **Dominique Théodore**

Le Matinal

Pêche illégale : les autorités sur le qui-vive



C'est grâce à la collaboration des bateaux mauriciens et étrangers que les navires clandestins sont repérés.

Situation désastreuse pour certains bateaux qui partent pêcher dans nos eaux territoriales. En effet, ils reviennent avec 50% de prises en moins que d'habitude. La faute à la pêche illégale. Actuellement, ont été repérés sur nos bancs de poissons, plusieurs navires n'ayant pas de permis de pêche. Ils s'y adonnent, néanmoins, surtout la nuit.

La pêche illégale a, certes, toujours existé mais elle a pris de l'ampleur ces temps derniers temps.
Ce qui porte un énorme préjudice à l'économie locale. Les autorités concernées sont, d'ailleurs, sur le qui-vive.
Ces navires clandestins font des ravages dans nos eaux. C'est, également, l'avis du ministre de la Pêche Nicolas Von-Mally.
"Quand on a des soupçons sur un bateau on vérifie s'ils sont fondés", a souligné Nicolas Von-Mally. "Des fois il est trop tard pour les intercepter. L'année dernière, quatre bateaux ont été pris en flagrant délit. Nous sommes sans pitié quand un bateau sans permis est répertorié dans nos eaux", a dit le ministre de la Pêche.
C'est grâce à la collaboration des bateaux mauriciens et étrangers que les navires clandestins sont repérés. "Le gouvernement est très vigilant sur ce dossier. Maurice seul ne peut pas lutter contre la pêche illégale. On veut mettre un stop à la pêche illégale", a rappelé le ministre de la Pêche.
http://www.lematinal.com/news/local/3753-peche-illegale-les-autorites-sur-le-qui-vive.html

Visite de Nicolas Hulot à la COI

Lexpress.mu

Nicolas Hulot: pro-MID, anti-CT Powe

9 Mars 2014



L'écologiste français Nicolas Hulot a animé une conférence sur le thème «Le XXIe siècle sera écologique ou ne le sera pas» hier, samedi 8 mars, au centre Swami Vivekananda.

Ecologiste chevronné et envoyé spécial pour la protection de la planète auprès du président français François Hollande, Nicolas Hulot a évoqué les enjeux climatiques en marge du Salon Confluences, qui prend fin ce dimanche 9 mars. Sans surprise, il a expliqué qu'il est pour le concept Maurice Ile Durable (MID). C'est d'ailleurs lui qui a donné un coup de main pour lancer celui-ci. Ce, dès 2007, en dépêchant dans l'île un consultant pour une durée de six mois.

L'ancien bourlingueur estime, à la lumière de ses rencontres avec les ministres Arvin Boolell et Deva Virahswamy, que Maurice a un intérêt certain dans les énergies renouvelables. Il révèle également que nul ne l'a approché pour mieux encadrer le concept MID mais que, pour lui, *«il y a suffisamment d'expertise ici».* Les résultats du MID, lance-t-il, ne pourront être jaugés que dans un futur proche.

Energies renouvelables : faire le «saut technologique»

Sur la question de la nécessité d'une centrale à charbon de CT Power à Pointe-aux-Caves, à Albion, l'écologiste reconnaît qu'il est difficile de «*concilier*» un tel projet avec le MID. Il dit ainsi souhaiter que les autorités

mauriciennes «*regardent à deux fois*» avant d'aller de l'avant avec cette centrale.

Ménageant la chèvre et le chou, Nicolas Hulot dit comprendre que les responsables politiques de l'île veulent garantir une source énergétique facile en ayant recours au charbon. Mais, pour lui, il faut tabler sur l'énergie renouvelable. «*C'est l'énergie de demain, le charbon étant celle d'hier*», a-t-il insisté.

Évoquant ses voyages à travers le monde ainsi que ses visites dans différents centres de recherches, il prédit un «*saut technologique*» lié aux énergies renouvelables. Et que Maurice aura tout à gagner en investissant dans ce créneau, celui-ci étant économiquement et écologiquement viable.

Visite à la COI

Avec la COI, Nicolas Hulot a, entre autres, évoqué la conférence mondiale sur le climat en 2015. Il a d'ailleurs dit soutenir la mobilisation de la jeunesse, en particulier des îles, pour porter le message de l'urgence écologique, «l'appel de Tuvalu», auquel il invite les îles de l'océan Indien à se joindre

http://www.lexpress.mu/article/nicolas-hulot-pro-mid-anti-ct-power

Lexpress dimanche 09/03/2014



Regard

l'express dimanche n°18644 | 9 mars 2014 > Page 23

Vendredi 07

Duty Free Paradise. Poursuite arrêtée: il manquait au dossier une liste de bénéficiaires. Mais faute quand même. De notre police au moins...

Ainsi soient îles...

Mobiliser un mode d'exister. Une conversation, la veille, entre Nicolas Hulot et le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI). Se transformant, ce vendredi, en rencontre entre l'envoyé spécial du président français pour la protection de la planète et un certain nombre d'Indianocéaniens et associés, au siège de l'organisation régionale. L'ancien présentateur d'*Ushuaïa* a, entre autres, souligné que le combat environnemental n'est pas un enjeu parmi d'autres mais, s'il autorise la paraphrase, la condition même de tout futur engagement citoyen. Cela avant d'évoquer la conférence sur le climat, fin 2015, à Paris. Rendez-vous capital qui sera, par ailleurs, précédé, au mois de septembre prochain, par la troisième conférence des petits Etats insulaires en développement, forum où la COI envisage de se livrer à un plaidoyer pour les enjeux de la région.

Occasion aussi, au cours de cet après-midi d'échanges, de mesurer combien la COI a été le Monsieur Jourdain de l'environnement et de la durabilité. Sans jamais vraiment se réclamer de l'écologie, simplement parce qu'elle s'est occupée du marquage des thons tropicaux de l'océan Indien, parce qu'elle s'est préoccupée de l'érosion côtière, parce qu'elle combat la surexploitation des ressources halieutiques, parce qu'elle encourage la souveraineté alimentaire régionale, parce qu'elle milite pour une rationalisation des prestations aériennes dans la région, la COI se retrouve partie prenante des grands dossiers du développement durable.

Va-t-on vers une situation où le MID Fund sera seulement une organisation ombrelle ? Fédérant divers opérateurs réellement engagés *hands on* ? Ce ne serait pas un modèle idiot.

Defimedia du 08/03/2014

L'écologiste français Nicolas Hulot : « Jeunesse des îles, mobilise-toi ! »

« Il faut que la jeunesse du monde prenne conscience des enjeux écologiques. C'est elle qui subira les conséquences du changement climatique. J'appelle les jeunes des îles à se mobiliser en marge de la conférence de Paris qui se tiendra en 2015 », lance Nicolas Hulot. L'écologiste et ancien animateur de l'émission « Ushuaïa » a rencontré des responsables de la Commission de l'océan Indien (COI), ce vendredi, dans les locaux de l'organisation à Ébène. Il est revenu sur le cas des îles qui, selon lui, sont les premières concernées par le changement climatique alors qu'elles produisent moins de 1 % des gaz à effets de serre dans le monde. « On pense à tort que la crise écologique est une difficulté parmi d'autres, alors que c'est un enjeu qui est au-dessus des autres », affirme-t-il.

Defi du 11/03/2014

Les enjeux de la crise climatique

Nicolas Hulot a rencontré des responsables de la Commission de l'océan Indien (COI), vendredi, dans les locaux de l'organisation à Ébène. Il a longuement évoqué la Conférence de Paris en 2015 et ses enjeux. « L'enjeu environnemental est le plus humaniste qui soit. La marge de manœuvre se rétrécit de plus en plus et je ne vais pas me résigner. Il ne s'agit pas juste d'une crise écologique, mais aussi une crise culturelle qui a besoin d'une approche holistique. Nous devons passer d'un monde de compétition à un mode de coopération, de libre-échange à un juste échange », lance-t-il. L'écologiste est également revenu sur le cas des îles qui, selon lui, sont les premières concernées par le changement climatique alors qu'elles produisent moins de 1 % des gaz à effets de serre dans le monde. « On pense à tort que la crise écologique est une difficulté parmi les autres, alors que c'est un enjeu qui est au-dessus des autres. J'ai trop vu la détresse que le changement climatique engendre sur certaines populations », affirme-t-il.

Lexpress dimanche du 09/03/2014

Salon du livre

l'express dimanche n°18644 | 9 mars 2014 > **Page 12**

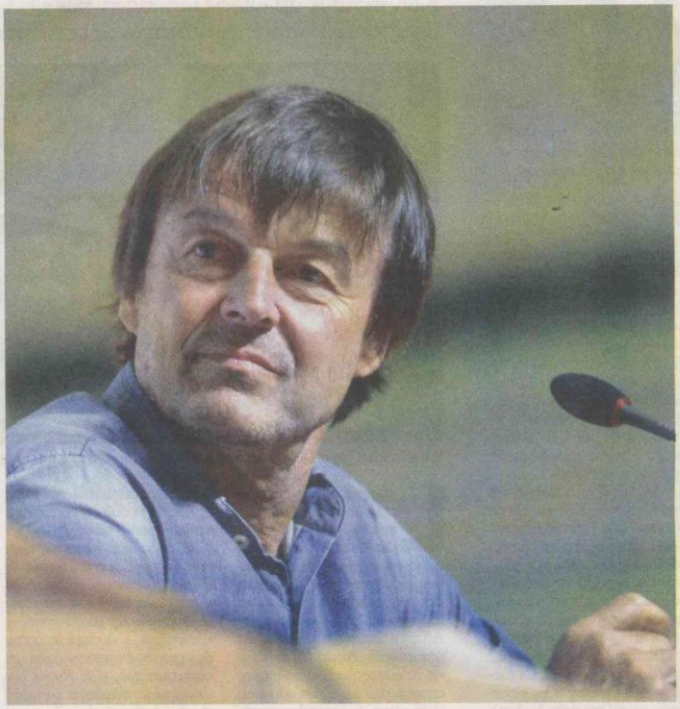
Nicolas Hulot pro-MID, anti-CT Power

L'ancien présentateur d'Ushuaïa, a porté de nombreuses casquettes durant sa carrière. C'est en tant qu'écologiste que Nicolas Hulot s'est exprimé en marge du Salon Confluences sur la question des enjeux climatiques.

Sans surprise, l'écologiste français Nicolas Hulot est pour le concept Maurice Ile Durable (MID). Et contre le projet de centrale électrique à charbon du promoteur malaisien CT Power. Il l'a fait comprendre à *l'express dimanche* hier lors d'une rencontre à l'issue de sa conférence sur le thème «*Le XXIe siècle sera écologique ou ne le sera pas*» au Salon international du livre Confluences 2014, à Pailles.

Plus connu à Maurice pour avoir été le créateur et le présentateur de l'émission Ushuaïa, Nicolas Hulot indique que la fondation qui porte son nom a déjà donné un coup de main à Maurice à lancer le concept MID. Ce, dès 2007, en dépêchant dans l'île un consultant pour une durée de six mois. D'autant que le concept a été développé par la Fondation Nicolas-Hulot pour la Nature et l'Homme.

Depuis son arrivée à Maurice cette semaine, Nicolas Hulot souligne avoir déjà eu une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell ainsi que son collègue de l'Environnement Deva Virahsawmy. Ces rencontres ont été axées sur les enjeux climatiques ainsi que la nécessité de Maurice à inciter certains états Africains et insulaires à participer à la Conférence mondiale sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre prochain.



L'écologiste français Nicolas Hulot a animé une conférence sur le thème «Le XXIe siècle sera écologique ou ne le sera pas», hier au centre Swami Vivekananda.

Il est important, fait ressortir Nicolas Hulot, que Maurice et ces pays travaillent de manière collective pour discuter des enjeux planétaires liés à la biodiversité, la désertification ainsi que les océans. Lors de sa rencontre avec Deva Virahsawmy, l'écologiste s'est ainsi vu remettre par les cadres du ministère de l'Environnement des documents liés au MID.

L'ancien bourlingueur estime, à la lumière de ses rencontres avec Arvin Boolell et Deva Virahswamy, que Maurice a un intérêt certain dans les énergies renouvelables. Il révèle également que nul ne l'a approché pour mieux encadrer le concept MID mais que, pour lui, «*il y a suffisamment d'expertise ici*». Les résultats du MID, lance-t-il, ne pourront être jaugés que dans un futur proche.

Sur la question de la nécessité d'une centrale à charbon de CT Power à Pointe-aux-Caves, à Albion, l'écologiste reconnaît qu'il est difficile de «*concilier*» un tel projet avec le MID. Il dit ainsi souhaiter que les autorités mauriciennes «*regardent à deux fois*» avant d'aller de l'avant avec cette centrale.

Ménageant la chèvre et le chou, Nicolas Hulot dit comprendre que les responsables politiques de l'île veulent garantir une source énergétique facile en ayant recours au charbon. Pour lui, il faut tabler sur l'énergie renouvelable. «*C'est l'énergie de demain, le charbon étant celle d'hier*», a-t-il insisté.

Évoquant ses voyages à travers le monde ainsi que ses visites dans différents centres de recherches, il prédit un «*saut technologique*» lié aux énergies renouvelables. Et que Maurice aura tout à gagner en investissant dans ce créneau, celui-ci étant économiquement et écologiquement viable.

Christine Turenne

L'année des Petits Etats Insulaires en Développement



Photo : *Face à ses défis, les PEID ont fait preuve de leadership dans la lutte contre les urgences mondiales grâce à l'innovation, l'ingéniosité et l'utilisation des connaissances traditionnelles.*

L'année internationale des petits Etats insulaires en développement (PEID) est officiellement lancée ce 24 février 2014 par le Secrétaire Général des Nations Unies à New York. Cette célébration a été décidée par la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptée en 2012, demandant à toutes les parties de promouvoir des actions à tous les niveaux pour l'achèvement du développent durable des PEID.

Les évènements qui l'accompagneront visent à attirer l'attention sur les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires dans la recherche du développement durable, et à mettre en valeur leurs réalisations et leurs acquis ainsi que leur patrimoine culturel et écologique.Par ailleurs, la troisième conférence internationale sur les PEID qui se tiendra du 1er au 4 septembre

2014 à Apia, Samoa, constituera un événement essentiel cette année. Elle aura comme thème «Pour un développement durable des PEID fondé sur des partenariats véritables et durables». « *La Commission de l'océan Indien contribuera à faire de la Conférence de Samoa une avancée majeure après celle de La Barbade, en 1994, et de Maurice, en 2005* » assure Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de l'organisation.

La COI plaidera ainsi pour un traitement différencié et spécifique des PEID de la part de la communauté internationale, notamment dans le cadre du partenariat mondial pour le développement post-2015.

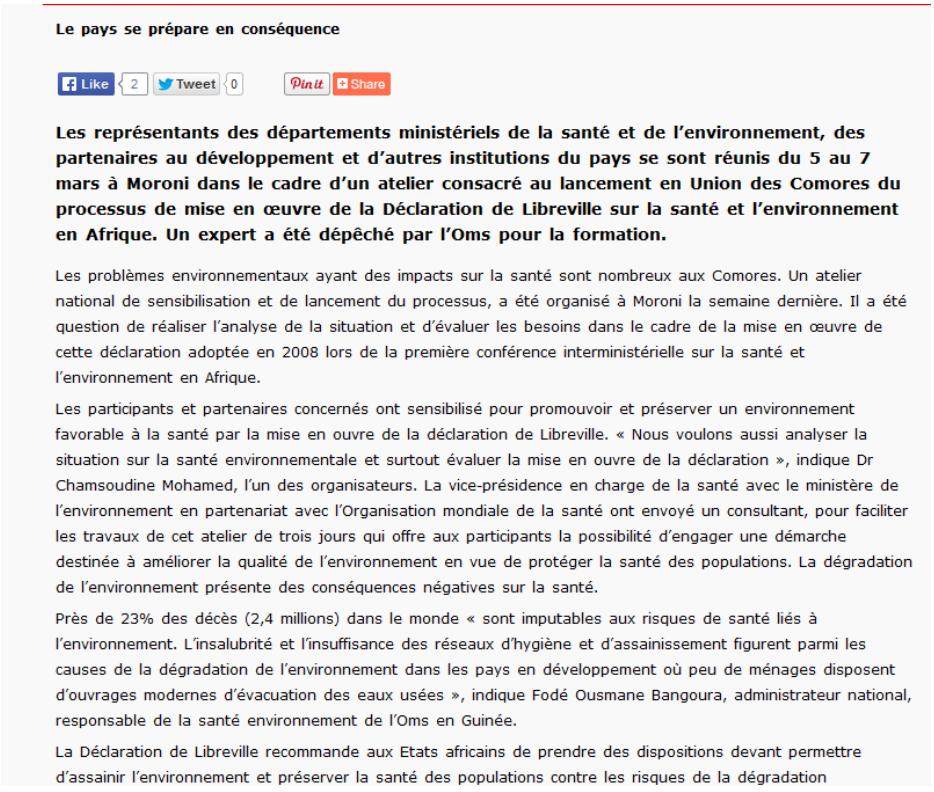
L'année internationale et la troisième conférence internationale sur les PEID permettront de focaliser l'attention du monde entier sur les

problèmes et les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires en développement. En effet, les PEID sont particulièrement vulnérables et ont une faible capacité de résistance du fait de leur surexposition aux chocs extérieurs, leur sensibilité au changement climatique et aux catastrophes naturelles, l'impact sur leur biodiversité, leur dépendance aux ressources naturelles et marines, les niveaux croissants d'insécurité alimentaire, les problèmes sociaux et de sécurité, les défauts d'accès à l'énergie, …

En outre plusieurs d'entre eux souffrent de leur petite taille, de leur éloignement géographique, de leur isolement par rapport aux marchés et de leurs faibles capacités institutionnelles. Dans le cas des catastrophes naturelles, le bilan 2013 sur la réduction du risque de catastrophes indique que sur 16 pays où les dégâts causés par les cyclones tropicaux représenteraient plus de 60% de l'investissement national annuel, 14 sont des îles. Dans le cas des PEID, c'est l'ensemble du pays qui est affecté en cas de catastrophe naturelle. Cette situation déjà alarmante s'aggrave avec l'accroissement du nombre et de l'intensité des catastrophes naturelles qui accompagne le changement climatique. Sur le plan économique, " *les petits États insulaires en développement sont généralement les pays qui ont le moins d'options à l'égard de la viabilité économique* " précise James Alix Michel, Président de la République des Seychelles.

http://www.agencepresse-oi.com/component/content/article/2410

La Gazette des Comres du 12/03/2014



Le pays se prépare en conséquence

Like 2 Tweet 0 Pin it Share

Les représentants des départements ministériels de la santé et de l'environnement, des partenaires au développement et d'autres institutions du pays se sont réunis du 5 au 7 mars à Moroni dans le cadre d'un atelier consacré au lancement en Union des Comores du processus de mise en œuvre de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement en Afrique. Un expert a été dépêché par l'Oms pour la formation.

Les problèmes environnementaux ayant des impacts sur la santé sont nombreux aux Comores. Un atelier national de sensibilisation et de lancement du processus, a été organisé à Moroni la semaine dernière. Il a été question de réaliser l'analyse de la situation et d'évaluer les besoins dans le cadre de la mise en œuvre de cette déclaration adoptée en 2008 lors de la première conférence interministérielle sur la santé et l'environnement en Afrique.

Les participants et partenaires concernés ont sensibilisé pour promouvoir et préserver un environnement favorable à la santé par la mise en ouvre de la déclaration de Libreville. « Nous voulons aussi analyser la situation sur la santé environnementale et surtout évaluer la mise en ouvre de la déclaration », indique Dr Chamsoudine Mohamed, l'un des organisateurs. La vice-présidence en charge de la santé avec le ministère de l'environnement en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé ont envoyé un consultant, pour faciliter les travaux de cet atelier de trois jours qui offre aux participants la possibilité d'engager une démarche destinée à améliorer la qualité de l'environnement en vue de protéger la santé des populations. La dégradation de l'environnement présente des conséquences négatives sur la santé.

Près de 23% des décès (2,4 millions) dans le monde « sont imputables aux risques de santé liés à l'environnement. L'insalubrité et l'insuffisance des réseaux d'hygiène et d'assainissement figurent parmi les causes de la dégradation de l'environnement dans les pays en développement où peu de ménages disposent d'ouvrages modernes d'évacuation des eaux usées », indique Fodé Ousmane Bangoura, administrateur national, responsable de la santé environnement de l'Oms en Guinée.

La Déclaration de Libreville recommande aux Etats africains de prendre des dispositions devant permettre d'assainir l'environnement et préserver la santé des populations contre les risques de la dégradation

Près de 23% des décès (2,4 millions) dans le monde « sont imputables aux risques de santé liés à l'environnement. L'insalubrité et l'insuffisance des réseaux d'hygiène et d'assainissement figurent parmi les causes de la dégradation de l'environnement dans les pays en développement où peu de ménages disposent d'ouvrages modernes d'évacuation des eaux usées », indique Fodé Ousmane Bangoura, administrateur national, responsable de la santé environnement de l'Oms en Guinée.

La Déclaration de Libreville recommande aux Etats africains de prendre des dispositions devant permettre d'assainir l'environnement et préserver la santé des populations contre les risques de la dégradation environnementale. Les pays signataires de ce document sont appelés à analyser la situation, évaluer les besoins et élaborer un plan d'action national qui devrait être suivi et évalué. Il est également prévu la mise en place des groupes nationaux de travail constitués d'experts de différents secteurs.

Ibnou Mohamed Abdou

Economie

Zinfos974.com
le journal qui ozé

10 Mars 2014

11e Fonds européen de développement: Le montant alloué à la COI fixé cette semaine

Bruxelles, Belgique, 12-14 mars 2014 – La fin des négociations portant sur le 11ème Fonds européen de développement (FED) s'annonce. Une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI) conduite par son Secrétaire général se rend à Bruxelles du 12 au 14 mars 2014 pour les discussions finales sur le montant alloué à chacune des organisations régionales. La COI sera ainsi fixée sur le montant qu'elle recevra pour la période 2014-2020. Pour rappel, la COI avait obtenu 110 millions d'euros du 10e FED. Elle s'attend à une somme égale ou sensiblement supérieure sous le 11e FED.

Les fonds que recevra la COI lui permettront de mettre en œuvre une série de programmes et projets répondant aux trois domaines d'intervention prioritaires définis :
- La paix, la sécurité et la stabilité régionales ;
- L'intégration économique régionale ; et
- La gestion durable des ressources.

Ces priorités définies dans le 11e FED sont également celles de la COI.

La COI compte sur le critère d'insularité, retenu à son initiative, pour faire valoir les besoins spécifiques de la région en matière de développement. Ce critère devrait, par exemple, permettre à la COI d'obtenir des financements pour conduire des projets infrastructurels spécifiques qui favoriseront l'intégration économique régionale, notamment sur les plans maritime et numérique.

Par ailleurs, le fonds de développement alloué à l'AfOA-OI sera géré d'une nouvelle manière. Désormais, un comité de haut niveau en assurera la

gestion. Le fonctionnement de ce comité sera discuté lors de la réunion de Bruxelles entre le commissaire européen au Développement, Andris Piebalgs, et les Secrétaire généraux de la COI, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de la Communauté d'Afrique de l'est (EAC), du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

En parallèle à ces négociations finales à Bruxelles, la COI mobilise déjà ses pays membres pour préparer le Programme indicatif régional qui donne les orientations pour les projets susceptibles d'être mis en œuvre par la COI sous le 11e FED. Dans ce contexte, une mission d'expertise a démarré les travaux et fera une mission de terrain dans tous les pays membres de la COI.

http://www.zinfos974.com/11e-Fonds-europeen-de-developpement-Le-montant-alloue-a-la-COI-fixe-cette-semaine_a69163.html

11e Fonds européen de développement : Négociation finale sur le montant alloué à la COI
12-03-2014
Le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien se rendra à Bruxelles du 12 au 14 mars prochains pour les négociations finales sur le montant alloué à chacune des organisations régionales. La COI sera ainsi fixée sur le montant qu'elle recevra pour la période 2014-2020. Pour rappel, la COI avait obtenu 110 millions d'euros du 10e FED. Elle s'attend à une somme égale ou sensiblement supérieure sous le 11e FED.
Les fonds que recevra la COI lui permettront de mettre en œuvre une série de programmes et projets répondant aux trois domaines d'intervention prioritaires définis, entre autres la paix, la sécurité et la stabilité régionales, l'intégration économique régionale et la gestion durable des ressources. Ces priorités définies dans le 11e FED sont également celles de la COI.
Par ailleurs, la COI compte sur le critère d'insularité, retenu à son initiative, pour faire valoir les besoins spécifiques de la région en matière de développement. Ce critère devrait, par exemple, permettre à la COI d'obtenir des financements pour conduire des projets infrastructurels spécifiques qui favoriseront l'intégration économique régionale, notamment sur les plans maritime et numérique.
Notons également que le fonds de développement alloué à l'Afrique orientale, Australe et Océan Indien (AFOA-OI) sera géré d'une nouvelle manière. Désormais, un comité de haut niveau en assurera la gestion. Le

fonctionnement de ce comité sera discuté lors de la réunion de Bruxelles entre le commissaire européen au Développement, Andris Piebalgs, et les Secrétaires généraux de la COI, de l'Autorité intergouvemementale pour le développement (IGAD), de la Communauté d'Afrique de l'est (EAC), du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).
En parallèle à ces négociations finales à Bruxelles, la COI mobilise déjà ses pays membres pour préparer le Programme indicatif régional qui donne les orientations pour les projets susceptibles d'être mis en œuvre par la COI sous le 11e FED. Dans ce contexte, une mission d'expertise a démarré les travaux et fera une mission de terrain dans tous les pays membres de la COI.

http://www.cci.mg/index.php?p=journaux&id=28&id_det=6625



Dépêche du 11/03/2014 – COI : Communiqué de presse – 11e Fonds européen de développement, montant fixé cette semaine
Le ***communiqué de presse*** relatif à la mission de la délégation de la Commission de l'océan Indien (COI) conduite par Jean Claude de l'Estrac, son Secrétaire général, à Bruxelles du 12 au 14 mars 2014 pour les discussions finales sur le montant alloué pour la COI dans le cadre du 11e FED.

http://www.constellation-business.com/depeche-du-11032014-coi-communique-de-presse-11e-fonds-europeen-de-developpement-montant-fixe-cette-semaine/

Al-Watwan du 12/03/2014

Coi : négociations sur le montant de la subvention européenne

La Commission de l'Océan indien (Coi) réussira-t-elle à obtenir de l'Union européenne (Ue), son principal bailleur de fonds, une augmentation de sa subvention pour la période 2014-2020, qui était de 110 millions d'euros sous le dixième Fonds européen de développement (Fed)? Une délégation, conduite par le Secrétaire général de l'organisation, Jean Claude de l'Estrac, séjourne à Bruxelles depuis ce mercredi 12 mars pour faire le plaidoyer nécessaire. A défaut de se voir octroyer une rallonge de son enveloppe budgétaire au titre du onzième Fed, la Coi espère le maintien du chiffre actuel pour pouvoir mettre en oeuvre ses projets transversaux de développement.

«Les fonds que recevra la Coi lui permettront de mettre en oeuvre une série de programmes et projets répondant aux trois domaines d'intervention prioritaires définis: la paix, la sécurité et la stabilité régionales; l'intégration économique régionale; et la gestion durable des ressources», lit-on dans le communiqué publié hier à Maurice, siège de l'organisation.

Pour justifier la nécessité d'une révision à la hausse de la subvention de l'Ue, la Coi entend surtout mettre en avant le caractère insulaire de la région et ses *«besoins spécifiques en matière de développement»*, notamment *«pour conduire des projets infrastructurels qui favoriseront l'intégration économique régionale, sur les plans maritime et numérique»*.



En vue de déterminer précisément les projets devant être mis en oeuvre sous le onzième Fed, la Coi *«mobilise déjà ses pays membres pour préparer le Programme indicatif régional»*, qui doit comporter les orientations et identifier les priorités. Une mission d'expertise serait déjà en place; elle est appelée à faire prochainement le tour de la région pour discuter avec les décideurs politiques locaux.

«Intégration régionale»

La programmation du onzième Fed entre la Coi et l'Ue pour la période 2014–2020 devrait tourner autour de grands enjeux parmi lesquels la mise en oeuvre des Accords de partenariat économique (Ape) et du plan d'action de la Tripartite; l'incitation des Etats membres à entreprendre des réformes favorisant l'intégration régionale; de nouveaux dispositifs de mobilisation des mécanismes financiers découlant de la deuxième révision de l'Accord de partenariat de Cotonou et de l'Agenda de l'Ue pour le changement; la stimulation des investissements dans les principaux projets d'infrastructures régionaux en envisageant des partenariats public-privé pour partager les risques et des options de cofinancement pour les partenaires non commerciaux tout en favorisant les partenariats mondiaux et la coopération sud-sud.

Pour rappel, en décembre 2013 à Bruxelles, l'Union européenne avait décidé d'accorder à la région Afrique orientale, australe et Océan indien (Afoa-oi) une enveloppe de 1,33 milliard d'euros du Fed pour la période 2014-2020.

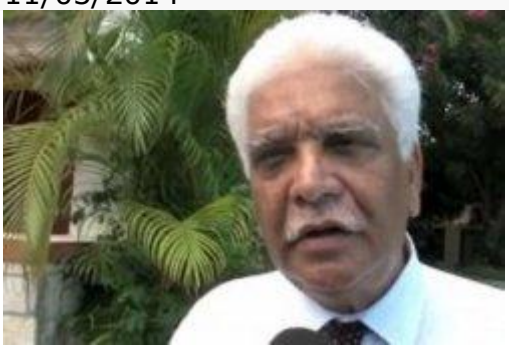
Le Secrétaire général de la Coi s'était alors battu pour que, dans le cadre de ce onzième Fed, la problématique de la paix et la sécurité soit prise en compte. Jean Claude de l'Estrac avait alors rappelé le rôle essentiel des organisations régionales dans la résolution des crises. *«L'impact de l'instabilité politique dépasse toujours les frontières nationales, ce qui freine, voire bloque, le processus d'intégration régionale»*. Et d'insister sur le rôle *«actif, constructif et reconnu de la Coi»* dans le processus de règlement de la crise politique à Madagascar.

Mi

LINFO.RE

Fonds européens : Le montant alloué à la COI bientôt fixé

11/03/2014



Une délégation de la COI conduite par son Secrétaire général se rend à Bruxelles ce mercredi pour boucler les négociations portant sur le 11è fonds européen pour le développement.

La Commission de l'Océan Indien connaîtra cette semaine le montant alloué par l'Union européenne dans le cadre du 11è FED, portant sur la période de 2014 à 2020. Les discussions finales y afférentes sont

programmées du 12 au 14 mars à Bruxelles où une délégation conduite par Jean-Claude de l'Estrac est attendue.
Pour les 5 prochaines années, les priorités définies par l'UE pour les bénéficiaires du 11è FED portent principalement sur « *La paix, la sécurité et la stabilité régionales* » ; « *L'intégration économique régionale* » et enfin « *La gestion durable des ressources* ».
Ces axes correspondent parfaitement à ceux fixés par la Coi, souligne l'organe sur son portail officiel.

Le critère d'insularité sera toutefois mis en avant lors de ces discussions finales. L'objectif pour la COI est de pouvoir bénéficier des financements pour des projets infrastructurels spécifiques « *qui favoriseront l'intégration économique régionale, notamment sur les plans maritime et numérique* ». Tous les pays membres sont par ailleurs mobilisés en vue de préparer un programme indicatif régional qui définit les orientations globales de l'Indianocéanie en matière de développement.

Le bloc régional espère ainsi obtenir le même montant que celui accordé dans le cadre du 10è FED, 110 millions d'€, voire un peu plus. Pour le gérer de manière plus efficace, un comité de haut niveau sera prochainement mis en place. Les termes de sa mission seront définis cette semaine entre le commissaire européen au Développement, Andris Piebalgs, et les Secrétaires généraux de la COI, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de la Communauté d'Afrique de l'est (EAC), du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/392-Economie/624525-Fonds-europeens-Le-montant-alloue-a-la-COI-bientot-fixe

Defi du 12/03/2014

Le financement de la COI bientôt fixé

La fin des négociations portant sur le 11e Fonds européen de développement (FED) s'annonce. Une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI), conduite par son secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, se rend à Bruxelles du 12 au 14 mars pour les discussions finales sur le montant alloué à chacune des organisations régionales. La COI sera ainsi fixée sur le montant qu'elle recevra pour la période 2014-2020. Pour rappel, la COI avait obtenu 110 millions d'euros du 10e FED. Elle s'attend à une somme égale ou sensiblement supérieure sous le 11e FED. Les fonds que recevra la COI lui permettront de mettre en œuvre une série de programmes et projets répondant aux trois domaines d'intervention prioritaires définis : la paix, la sécurité et la stabilité régionales ; l'intégration économique régionale ; et la gestion durable des ressources.

La gazette du 12/03/2014

La mission FMI annonce une croissance de 3,5%

Like 2 Tweet 0 Pin it Share

Mardi 11 mars dernier, à l'issue de sa visite dans le pays, la mission du FMI a fait une déclaration sur la situation macroéconomique qui prévaut en Union des Comores. Deux semaines durant lesquelles ces experts ont passé au crible les indicateurs du dernier trimestre de l'année 2013 et les perspectives pour 2014. C'est dans la salle de conférence du Ministère des Finances qu'ont été rendues publiques ces informations clés des dernières perspectives du pays.



A moins de trois semaines de la fin du premier trimestre de l'année 2014, il était plus que temps que les indicateurs de l'année précédente soient communiqués. C'est sous la houlette du Vice-président en charge des Finances que la mission du FMI a fait l'annonce du taux de croissance du PIB réel de l'année 2013 : 3,5%. « Les évolutions du quatrième trimestre 2013 ont en grande partie été conformes aux attentes » a, d'entrée de jeu annoncé le chef de mission de l'institution internationale, M Harry Trines.

Un chiffre pas aussi reluisant mais qui a tout de même le mérite de s'inscrire dans la moyenne du continent. « Une croissance positive, c'est déjà ça, il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent se targuer d'une telle croissance » a tenu à défendre le Vice président Mohamed Ali Soilihi, un bilan qui n'a pas toujours été « défendable ».

2014 a été classée par l'institution financière, « année extrêmement délicate ». Raison pour laquelle les Comores bénéficieront cette année, de conditions de prêts hautement concessionnelles suite au programme « facilité élargie de crédit » lancé en 2009 par la même institution. Le chef de mission du FMI a profité de l'occasion pour parler justement du programme FEC.

Il a expliqué que la Facilité élargie de crédit fournie une aide financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance de paiements. Il a énoncé ses différentes caractéristiques : des plafonds d'accès aux ressources financières plus élevées, des conditions de financement concessionnelles, une plus grande souplesse dans la conception des programmes qu'elle appuie, et une conditionnalité à la fois plus simple et mieux ciblée. Rappelons que le plus grand bénéfice qu'a pu tirer le pays dans le cadre dudit programme est le don de 8 milliards de nos francs, octroyé au secteur de l'énergie.

Afin de soutenir cette croissance susceptible de nous valoir une bonne note de solvabilité à l'international, des pistes de privatisation d'une société d'état de la place, en l'occurrence Comores Télécom ont été énoncées. Le Secrétaire permanent de la Cellule des Réformes Economiques et Financières (CREF), Oubeid Mzé Chei, apportant de plus amples explications, soutient que « le dossier est sur la table de l'Assemblée Nationale, les élus de la nation trancheront ». Des propos on ne peut plus clairs.

A la suite des différentes rencontres que la mission a eues avec les autorités du pays, elle a favorablement accueilli le travail effectué pour élaborer une nouvelle Stratégie nationale de Croissance Accélérée et de Développement Durable dont un atelier de réflexion se tient en ce moment dans un hôtel de la place.

Rafide Halidi

J-C de l'Estrac, candidat à la succession d'Abdou Diouf à l'OIF

Francophonie – Jean-Claude de l'Estrac, actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, brigue la succession d'Abdou Diouf

14 mars 2014

L'île Maurice brigue la succession d'Abdou Diouf à la tête de la francophonie

L'île Maurice a annoncé jeudi qu'elle présenterait la candidature de son ex-ministre des Affaires étrangères, *Jean-Claude de l'Estrac,* à la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fin 2014.



Jean-Claude de l'Estrac, actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, est le premier candidat déclaré à la succession d'Abdou Diouf qui devrait être entérinée lors d'un sommet à Dakar en novembre.

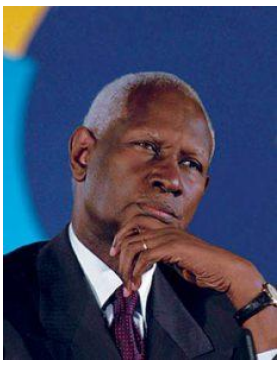
"Toute une stratégie sera mise en place par le bureau du Premier ministre mauricien et le ministère des Affaires étrangères pour soutenir cette candidature" au poste de secrétaire général de l'OIF, a indiqué à l'AFP le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boolell.

Le Premier ministre, Navin Chandra Ramgoolam, a déjà informé Abdou Diouf et les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OIF de cette candidature.

"Le temps de l'océan Indien est venu", a déclaré M. de l'Estrac en confirmant sa candidature par téléphone depuis Bruxelles où il participe à une réunion au nom de la Commission de l'océan Indien, organisation qui regroupe Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comores et la Réunion.

Jean-Claude de l'Estrac a occupé plusieurs postes ministériels à Maurice dans les années 80 et 90, dont celui des Affaires étrangères de 1982 à 1983.

Il a aussi longtemps dirigé le groupe de presse la Sentinelle qui publie le quotidien mauricien l'Express.



L'ex-président sénégalais Abdou Diouf est à la tête de la francophonie depuis 2010.

https://resistanceinventerre.wordpress.com/2014/03/14/francophonie-jean-claude-de-lestrac-actuel-secretaire-general-de-la-commission-de-locean-indien-brigue-la-succession-dabdou-diouf/

Mise à jour 21:32
LE FIGARO.fr

L'île Maurice brigue la tête de la francophonie

13/03/2014

L'île Maurice a annoncé aujourd'hui qu'elle présenterait la candidature de son ex-ministre des Affaires étrangères, Jean-Claude de l'Estrac, à la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) fin 2014.
Jean-Claude de l'Estrac, actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, est le premier candidat déclaré à la succession d'Abdou Diouf qui devrait être entérinée lors d'un sommet à Dakar en novembre.
"Toute une stratégie sera mise en place par le bureau du Premier ministre mauricien et le ministère des Affaires étrangères pour soutenir cette candidature" au poste de secrétaire général de l'OIF, a indiqué le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boolell.
Le Premier ministre, Navin Chandra Ramgoolam, a déjà informé Abdou Diouf et les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OIF de cette candidature. "Le temps de l'océan Indien est venu", a déclaré M. de l'Estrac en confirmant sa candidature par téléphone depuis Bruxelles où il participe à une réunion au nom de la Commission de l'océan Indien, organisation qui regroupe Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comores et la Réunion.
Jean-Claude de l'Estrac a occupé plusieurs postes ministériels à Maurice dans les années 80 et 90, dont celui des Affaires étrangères de 1982 à 1983. Il a aussi longtemps dirigé le groupe de presse la Sentinelle qui publie le quotidien mauricien *l'Express*.
L'ex-président sénégalais Abdou Diouf est à la tête de la francophonie depuis 2010.
http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/03/13/97001-20140313FILWWW00178-l-ile-maurice-brigue-la-tete-de-la-francophonie.php



5 Le Défi Quotidien - Jeudi 13 mars 2014 ACTUALITÉS

Organisation internationale de la Francophonie

De l'Estrac nouveau secrétaire général ?

Son nom est cité en tant que candidat mauricien pour succéder à Abdou Diouf. Il semblerait même qu'il ait le soutien du Premier ministre Navin Ramgoolam qui veut qu'un de ses concitoyens prenne la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Serait-il le temps de l'océan Indien ? En particulier de Maurice qui est un trait d'union entre les mondes anglophone et francophone, entre l'Afrique, l'Orient et l'Occident. Le prochain secrétaire général de l'OIF serait-il Mauricien ? Le nom de Jean Claude de l'Estrac est proposé pour la candidature mauricienne à ce poste.

Pour le Premier ministre, l'océan Indien est un carrefour qui préfigure le monde de demain. D'où le fait que Navin Ramgoolam a proposé à ses pairs, chefs d'État et de gouvernement membres de l'OIF, la candidature de Jean Claude de l'Estrac pour succéder au secrétaire général Abdou Diouf. La candidature de l'actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) a été proposée, car, pour un grand nombre, c'est un authentique francophone pétri de filiations multiples en sus d'être un ardent promoteur de l'indianocéanie. On estime qu'il exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques.

C'est également en raison du fait que Jean Claude de l'Estrac soit un homme de culture, un diplomate ayant activement participé à la construction du succès de notre pays et qui demeure tourné vers les défis de l'avenir que son nom a été évoqué. D'ailleurs, c'est dans cet esprit que Jean Claude de l'Estrac espère apporter à la Francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur.

Adila Mohit
adila@defimedia.info

LINFO.RE

Jean-Claude de l'Estrac proposé à la tête de l'OIF

12/03/2014



Jean-Claude de l'Estrac, l'actuel Secrétaire général de la COI, sera candidat pour la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'OIF. Une candidature qui bénéficie d'un très large soutien du gouvernement mauricien.

« *Le temps de l'océan Indien est venu et Jean-Claude de l'Estrac est la personnalité la plus à même de le représenter* » », a déclaré en substance le premier ministre mauricien Navin Ramgoolam en officialisant la candidature de ce dernier au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie ou OIF, pour succéder au Sénégalais Abdou Diouf dont le mandat expire cette année.

L'actuel n°1 de la COI est l'un des rares candidats qui bénéficiera du soutien de son pays pour cette course, fait savoir lexpress.mu, citant notamment « *Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de I'Unité Africaine (devenue Union Africaine)- Henri Lopes, ambassadeur du Congo-Brazzaville à Paris- le Libanais Michel Sleiman et l'ex-gouverneur*

général du Canada, Michaëlle Jean » comme autres prétendants au même poste.

« *Cette année est celle des États insulaires* », le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell, estime donc que la candidature d'une personnalité issue de l'Indianocéanie, « *une zone hautement stratégique* »,est tout à fait logique.

« *Nous avons en la personne de Jean Claude de l'Estrac un candidat de taille qui a fait ses preuves dans la résolution de la crise malgache avec d'autres partenaires. Il sera, j'en suis sûr, un digne successeur d'Abdou Diouf* », poursuit le chef de la diplomatie mauricienne.

Selon la presse locale, Navin Ramgoolam a déjà informé l'actuel SG de l'OIF ainsi que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'organisation de cette initiative mauricienne.

A en croire Arvin Boolell, tout l'Exécutif est mobilisé pour soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. « *Toute une stratégie sera mise en place par le bureau du Premier ministre et le ministère des Affaires étrangères* », a-t-il affirmé.

Entré en fonction le 1er janvier 2003 pour succéder à l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali, Abdou Diouf cèdera son fauteuil de Secrétaire général de l'OIF au terme de 3 mandats. Les 57 pays membres de l'organisation, dont 37 Etats africains, se prononceront sur celui qui siègera désormais à ce poste lors du prochain sommet de l'organisation, prévu à Dakar les 29 et 30 novembre prochains.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/624935-Jean-Claude-de-l-Estrac-propose-a-la-tete-de-l-OIF

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

CANDIDATURE de JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

2014/03/11

Au coeur d'un monde en recomposition, l'océan Indien est le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Espace clé des échanges économiques et des transports d'hydrocarbures, il est l'océan qui baigne les puissances de demain.

Mais il est aussi l'une des grandes victimes du changement climatique et il vit la part d'ombre de la mondialisation avec la piraterie, la pêche illégale, les pollutions et la surexploitation de ses richesses naturelles. Mais l'océan Indien est surtout le lieu où une communauté d'Etats et de peuples responsables construit avec détermination les conditions d'un avenir meilleur.
Aujourd'hui, les pays de l'océan Indien ont acquis le droit de s'exprimer dans le concert des nations et de faire entendre la voix d'un modèle indianocéanien de développement qui contribue activement à la diversité culturelle mondiale et à sa prospérité.

En moins de 50 ans, la République de Maurice a donné naissance à un modèle de coexistence harmonieuse et de diversité culturelle dans le cadre d'une démocratie stable, respectueuse des droits de l'Homme et des croyances de tous. Faisant le choix d'une économie ouverte, en constante adaptation, le pays s'est développé de manière exemplaire.
C'est parce que la société mauricienne est un condensé heureux du village planétaire que Maurice est naturellement une fenêtre ouverte vers l'Afrique, Madagascar, l'Inde et l'Asie, mais aussi l'Europe et la France.
Ce succès doit aussi à la langue française et à la conscience d'appartenir à un espace francophone moderne et créatif. L'île Maurice se reconnaît dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'Homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne.

A Maurice, la pratique de la langue française est une chance pour se connecter au monde francophone pour des raisons à la fois culturelles et économiques.
Le français est un instrument de développement qui cohabite avec l'anglais et d'autres langues ancestrales. C'est ce qui permet à Maurice d'être un membre actif du Secrétariat du Commonwealth et des organisations africaines, dont l'Union africaine, le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) ou encore la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). C'est aussi pourquoi elle abrite le siège de la Commission de l'océan Indien, seule organisation d'Afrique exclusivement insulaire et essentiellement francophone, mais aussi celui de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) qui regroupe vingt pays de l'Afrique du Sud à l'Australie, en passant par les Emirats Arabes Unis et l'Inde.
L'île Maurice est donc un trait d'union entre les mondes anglophones et francophones, entre l'Afrique, l'Orient et l'Occident.

Parce que l'océan Indien est un carrefour qui préfigure le monde de demain, le Premier ministre de Maurice a proposé à ses pairs, chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'OIF, la candidature d'un Mauricien, un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie, pour succéder à Abdou Diouf. Ce candidat exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan

Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques.

Profondément Indianocéanien, Jean Claude de l'Estrac est un humaniste engagé, un homme de culture et un diplomate qui a participé activement à la construction des succès de son pays et qui demeure tourné vers les défis de l'avenir, ceux de sa région et d'une mondialisation raisonnée. C'est dans cet esprit que Jean Claude de l'Estrac espère apporter à la Francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur.

http://www.minorityvoice.info/2014/03/11/candidature-de-jean-claude-de-lestrac-au-poste-de-secretaire-general-de-lorganisation-internationale-de-la-francophonie-oif/

Alwatwan du 13/03/2014

L'Océan indien a-t-il une chance de diriger la Francophonie ?

L'actuel secrétaire général de la Commission de l'Océan indien, Jean Claude de l'Estrac, brigue la succession d'Abdou Diouf à la tête de la Francophonie. Maurice, son pays d'origine, s'apprête à annoncer officiellement sa candidature le 22 mars prochain, à l'occasion de la célébration de la journée de la Francophonie. Le choix des Comores pourrait bien se porter sur cet ancien journaliste et ex-chef de la diplomatie mauricienne.

En novembre prochain, le troisième mandat d'Abdou Diouf, à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) depuis janvier 2003, arrive à son terme. Il faudra donc lui trouver un successeur lors du sommet de Dakar. Maurice a annoncé, avant-hier à Port-Louis, son intention de présenter la candidature de Jean Claude de l'Estrac, qui tient aujourd'hui les rênes de la Coi. «*Le temps de l'Océan indien est venu*», a déclaré l'intéressé.

C'est donc, vous l'aurez compris, au nom de la région que l'île Maurice entend défendre, auprès des autres Etats membres de l'Oif, la légitimité de sa candidature. «*Aujourd'hui, les pays de l'Océan indien ont acquis le droit de s'exprimer dans le concert des Nations et de faire entendre la voix d'un modèle indianocéanien de développement qui contribue activement à la diversité culturelle mondiale et à sa prospérité*», indique un membre du gouvernement mauricien.

Pour mettre toutes les chances de sont côté, Port-Louis va surtout miser et brandir son «*modèle de coexistence*». En effet, l'île dit se reconnaitre «*dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne*». Dans un communiqué publié le 11 mars, Maurice est présentée comme un «*trait d'union entre les mondes anglophone et francophone, entre l'Afrique, l'orient et l'occident*».

Sur les starting-blocks

On a déjà un avant-goût de la tonalité de la campagne que le gouvernement mauricien va mener d'ici à novembre pour rallier le maximum de voix à sa candidature. Jean



Claude de l'Estrac est décrit comme celui qui exprime le mieux «*la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'Océan indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques*».

Selon toute vraisemblance, la Coi, dont les cinq Etats membres appartiennent à la Francophonie, soutient son actuel secrétaire général dont le mandat de quatre ans expire normalement en 2015. Si son élection à l'Oif se confirmait, l'organisation devrait ainsi se choisir un nouveau patron pour assurer la transition. Plusieurs noms commencent déjà à circuler dont celui d'un haut responsable comorien.

Mais, une démission de Jean Claude de l'Estrac avant cette échéance n'est pas exclue pour, entre autres, lui permettre de bien mener sa campagne à travers les cinq continents et s'atteler au travail de lobby qui précède habituellement pareille élection. Il faut dire que d'autres noms sont cités pour le poste de secrétaire général de l'Oif. Calixthe Beyala, écrivain franco-camerounaise, Henri Lopès, diplomate congolais et auteur de plusieurs livres à succès seraient, eux aussi, dans les starting-blocks.

Mi

OIF : Jean Claude de l'Estrac, le candidat mauricien



Au cœur d'un monde en recomposition, l'océan Indien est le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Espace clé des échanges économiques et des transports d'hydrocarbures, il est l'océan qui baigne les puissances de demain. Mais il est aussi l'une des grandes victimes du changement climatique et il vit la part d'ombre de la mondialisation avec la piraterie, la pêche illégale, les pollutions et la surexploitation de ses richesses naturelles. Mais l'océan Indien est surtout le lieu où une communauté d'Etats et de peuples responsables construit avec détermination les conditions d'un avenir meilleur. Aujourd'hui, les pays de l'océan Indien ont acquis le droit de s'exprimer dans le concert des nations et de faire entendre la voix d'un modèle indianocéanien de développement qui contribue activement à la diversité culturelle mondiale et à sa prospérité. En moins de 50 ans, la République de Maurice a donné naissance à un modèle de coexistence harmonieuse et de diversité culturelle dans le cadre d'une démocratie stable, respectueuse des droits de l'Homme et des croyances de tous.

Faisant le choix d'une économie ouverte, en constante adaptation, le pays s'est développé de manière exemplaire. C'est parce que la société mauricienne est un condensé heureux du village planétaire que Maurice est naturellement une fenêtre ouverte vers l'Afrique, Madagascar, l'Inde et l'Asie, mais aussi l'Europe et la France. Ce succès doit aussi à la langue française et à la conscience d'appartenir à un espace francophone moderne et créatif. L'île Maurice se reconnaît dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'Homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne.

A Maurice, la pratique de la langue française est une chance pour se connecter au monde francophone pour des raisons à la fois culturelles et économiques. Le français est un instrument de développement qui cohabite avec l'anglais et d'autres langues ancestrales. C'est ce qui permet à Maurice d'être un membre actif du Secrétariat du

Commonwealth et des organisations africaines, dont l'Union africaine, le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) ou encore la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). C'est aussi pourquoi elle abrite le siège de la Commission de l'océan Indien, seule organisation d'Afrique exclusivement insulaire et essentiellement francophone, mais aussi celui de l'*Indian Ocean Rim Association* (IORA) qui regroupe vingt pays de l'Afrique du Sud à l'Australie, en passant par les Emirats Arabes Unis et l'Inde.

L'île Maurice est donc un trait d'union entre les mondes anglophones et francophones, entre l'Afrique, l'Orient et l'Occident. Parce que l'océan Indien est un carrefour qui préfigure le monde de demain, le Premier ministre de Maurice a proposé à ses pairs, chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'OIF, la candidature d'un Mauricien, un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie, pour succéder à Abdou Diouf. Ce candidat exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques. Profondément Indianocéanien, Jean Claude de l'Estrac est un humaniste engagé, un homme de culture et un diplomate qui a participé activement à la construction des succès de son pays et qui demeure tourné vers les défis de l'avenir, ceux de sa région et d'une mondialisation raisonnée.C'est dans cet esprit que Jean Claude de l'Estrac espère apporter à la Francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur.

http://www.agencepresse-oi.com/component/content/article/2461

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

Jean-Claude de l'Estrac proposé comme secrétaire de l'OIF

13 mars 2014



Jean Claude de l'Estrac veut apporter à la Francophonie "sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur".

La République de Maurice a proposé sa candidature en vue de la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). C'est le Premier ministre de Maurice himself qui a suggéré à ses pairs, chefs d'Etat et de gouvernement membres de l'OIF, la candidature d'un Mauricien, "un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie, pour succéder à Abdou Diouf". Ce candidat "exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques". Cet homme, c'est Jean-Claude de l'Estrac. "Profondément Indianocéanien, Jean Claude de l'Estrac est un humaniste engagé, un homme de culture et un diplomate qui a participé activement à la construction des succès de son pays et qui demeure tourné vers les défis de l'avenir, ceux de sa région et d'une mondialisation raisonnée", indique le gouvernement mauricien. C'est dans cet esprit que Jean-Claude de l'Estrac "espère apporter à la Francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur".

https://www.clicanoo.re/409898-jean-claude-de-l-estrac-propose-comme-secretaire-de-l-oif.html

92.6 TROPIQUES FM

Jean-Claude de l'Estrac candidat au poste de secrétaire général



Le premier ministre de l'île Maurice a proposé ce mardi 11 mars 2014 la candidature de Jean-Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de l'organisation internationale de la francophonie. (...)

http://www.tropiquesfm.net/Jean-Claude-de-l-Estrac-candidat.html

DomTom News

Jean-Claude de l'Estrac proposé comme secrétaire de l'OIF



La République de Maurice a proposé sa candidature en vue de la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Organisation (...)

http://www.domtomnews.com/Jean-Claude-de-l-Estrac-propose-comme-secretaire-de-l-OIF.html#.UyGHjoXvf3B

lexpress.mu
online. ontime.

OIF : Maurice propose la candidature de Jean Claude de l'Estrac

11 Mars 2014



Jean-Claude de l'Estrac a reçu le soutien de Navin Ramgoolam dans sa candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. (photo d'archives)

L'information est tombée sur la Lettre de l'Océan Indien ce lundi 10 mars, et a été confirmée par plusieurs sources contactées par *l'express*. Maurice fait partie des concurrents à la succession du Sénégalais Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a affirmé dans sa présentation de la candidature mauricienne que «*le temps de l'océan Indien est venu*», et que Jean-Claude de L'Estrac est «*la personnalité la plus à même de le*

représenter». Jean Claude de l'Estrac, ancien ministre des Affaires étrangères, occupe actuellement le poste de secrétaire général de la Commission de l'océan Indien.

«*Cette année est celle des États insulaires et je pense que la candidature d'un représentant de l'océan Indien, une zone hautement stratégique, est bien indiquée. Nous avons en la personne de Jean Claude de l'Estrac un candidat de taille qui a fait ses preuves dans la résolution de la crise malgache avec d'autres partenaires. Il sera, j'en suis sûr, un digne successeur d'Abdou Diouf*», a commenté le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell.

Une source à l'ambassade de France à Port-Louis confirme la candidature mauricienne et déclare «*en prendre acte*». Début mars, Yamina Benguigui, la ministre française déléguée à la Francophonie, a déclaré sur *Radio France Internationale* «*avoir une sensibilité pour l'Afrique, évidemment*», mais qu'elle «*ne soutient personne*».

L'ancien président sénégalais Abdou Diouf occupe ce poste depuis 10 ans. Plusieurs personnalités sont citées pour lui succéder, notamment Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de I'Unité Africaine (devenue Union Africaine), Henri Lopes, ambassadeur du Congo-Brazzaville à Paris, le Libanais Michel Sleiman et l'ex-gouverneur général du Canada, Michaëlle Jean. Les candidats n'ont cependant pas tous reçu l'appui de leur pays.

L'OIF comprend 57 États membres. L'Afrique est le continent le mieux représenté, avec 37 pays.

http://www.lexpress.mu/article/oif-maurice-propose-la-candidature-de-jean-claude-de-lestrac

Zinfos974.com le journal qui ozé

Le Mauricien J-C de l'Estrac brigue le poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie

12 Mars 2014 - 17:13

Le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien, le Mauricien Jean Claude de l'Estrac, a fait part de de son intention de se présenter au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Voici le communiqué de la COI



"Au cœur d'un monde en recomposition, l'Océan Indien est le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Espace clé des échanges économiques et des transports d'hydrocarbures, il est l'océan qui baigne les puissances de demain.

Mais il est aussi l'une des grandes victimes du changement climatique et il vit la part d'ombre de la mondialisation avec la piraterie, la pêche illégale, les pollutions et la surexploitation de ses richesses naturelles. Mais l'Océan Indien est surtout le lieu où une communauté d'États et de peuples responsables construit avec détermination les conditions d'un avenir meilleur.

Aujourd'hui, les pays de l'Océan Indien ont acquis le droit de s'exprimer dans le concert des nations et de faire entendre la voix d'un modèle indianocéanien de développement qui contribue activement à la diversité culturelle mondiale et à sa prospérité. En moins de 50 ans, la République de Maurice a donné naissance à un modèle de coexistence harmonieuse et de diversité culturelle dans le cadre d'une démocratie stable, respectueuse des droits de l'Homme et des croyances de tous.

Faisant le choix d'une économie ouverte, en constante adaptation, le pays s'est développé de manière exemplaire. C'est parce que la société mauricienne est un condensé heureux du village planétaire que Maurice est naturellement une fenêtre ouverte vers l'Afrique, Madagascar, l'Inde et l'Asie, mais aussi l'Europe et la France.

Ce succès doit aussi à la langue française et à la conscience d'appartenir à un espace francophone moderne et créatif. L'île Maurice se reconnaît dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'Homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne. A Maurice, la pratique de la langue française est une chance pour se connecter au monde francophone pour des raisons à la fois culturelles et économiques.

Le français est un instrument de développement qui cohabite avec l'anglais et d'autres langues ancestrales. C'est ce qui permet à Maurice d'être un membre actif du Secrétariat du Commonwealth et des organisations africaines, dont l'Union africaine, le Marché commun

d'Afrique orientale et australe (COMESA) ou encore la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

C'est aussi pourquoi elle abrite le siège de la Commission de l'Océan Indien, seule organisation d'Afrique exclusivement insulaire et essentiellement francophone, mais aussi celui de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) qui regroupe vingt pays de l'Afrique du Sud à l'Australie, en passant par les Emirats Arabes Unis et l'Inde.

L'île Maurice est donc un trait d'union entre les mondes anglophones et francophones, entre l'Afrique, l'Orient et l'Occident. Parce que l'Océan Indien est un carrefour qui préfigure le monde de demain, le Premier ministre de Maurice a proposé à ses pairs, chefs d'État et de gouvernement membres de l'OIF, la candidature d'un Mauricien, un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie, pour succéder à Abdou Diouf.

Ce candidat exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques.

Profondément Indianocéanien, Jean Claude de l'Estrac est un humaniste engagé, un homme de culture et un diplomate qui a participé activement à la construction des succès de son pays et qui demeure tourné vers les défis de l'avenir, ceux de sa région et d'une mondialisation raisonnée.

C'est dans cet esprit que Jean Claude de l'Estrac espère apporter à la Francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur".

http://www.zinfos974.com/Le-Mauricien-J-C-de-l-Estrac-brigue-le-poste-de-Secretaire-general-de-l-Organisation-internationale-de-la-Francophonie_a69255.html

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Jean-Claude de l'Estrac candidat au poste de secrétaire général

Le premier ministre de l'île Maurice a proposé ce mardi 11 mars 2014 la candidature de Jean-Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de l'organisation internationale de la francophonie. Le Mauricien, qui est déjà à la tête de la commission de l'océan indien, souhaite succéder à Abdou Diouf. A 78 ans, l'ancien président du Sénégal tirera sa révérence en

novembre prochain, après trois mandats. L'ancien ministre des affaires étrangères de la république mauricienne devra notamment faire face à la candidature française de Calixthe Beyala. La romancière d'origine camerounaise a déclaré au public sa candidature le 4 mars dernier. (photo D.R.)



La candidature mauricienne met en avant le "modèle de coexistence" de l'île "qui se reconnaît dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne."

La république souligne que "la pratique de la langue française est une chance pour se connecter au monde francophone pour des raisons à la fois culturelles et économiques." Ajoutant que "le français est un instrument de développement qui cohabite avec l'anglais et d'autres langues ancestrales." Le communiqué qualifie l'île Maurice de "trait d'union entre les mondes anglophones et francophones, entre l'Afrique, l'orient et l'occident."

Pour la république mauricienne, Jean-Claude de l'Estrac "exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques." L'ancien ministre des affaires étrangères est décrit comme "un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie."

Le secrétaire général de la COI "espère apporter à la francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur."

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/03/12/organisation-internationale-de-la-francophonie-jean-claude-de-l-estrac-candidat-au-poste-de-secretaire-general,24650.html

iciLome.com
Le portail togolais par excellence!

Le Mauricien de l'Estrac candidat au poste de SG de l'OIF

3/11/2014 |

Île Maurice - **Le Mauricien Jean-Claude de l' Estrac, actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, se porte candidat à la succession d'Abdou Diouf au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a-t-on appris mardi.**

M. de l'Estrac bénéficie du soutien du gouvernement mauricien, a annoncé le Premier ministre Navin Ramgoolam. L'actuel secrétaire général de l'OIF, l'ancien président sénégalais Abdou Diouf occupe ce poste depuis 10 ans. Plusieurs personnalités sont citées pour lui succéder, notamment Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de I'Unité africaine (devenue Union Africaine), Henri Lopes, ambassadeur du Congo-Brazzaville à Paris,le Libanais Michel Sleimane et l'ex-gouverneur général du Canada, Michaëlle Jean.

Les candidats n'ont cependant pas tous reçus l'appui de leur pays respectifs. "Le temps de l'océan Indien est venu" et Jean- Claude de L'Estrac est "la personnalité la plus à même de le représenter", a indiqué le chef du gouvernement mauricien dans son message de soutien.

"Nous avons en la personne de Jean Claude de l'Estrac un candidat de taille qui a fait ses preuves dans la résolution de la crise malgache avec d'autres partenaires. Il sera, j'en suis sûr, un digne successeur d'Abdou Diouf", a déclaré pour sa part le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell. Fin

Source :

http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=888&idnews=777628

MAURICE - OIF : Ramgoolam soutient De l'Estrac

Mieux, Navin Ramgoolam a déjà son candidat : Jean-Claude de l'Estrac, ancien ministre et actuel secrétaire général de la Commission de l'océan ...

http://www.africaintelligence.fr/payments/Subscription.aspx?PUB_S_ID=LOI

Maurice : Le gouvernement propose la candidature de Jean-Claude de l'Estrac à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie

12 Mars 2014



Alors que la cérémonie pour fêter le 46e anniversaire de l'indépendance se déroule ce mercredi 12 mars 2014 au stade Anjalay, dans le Nord de l'île Maurice autour du thème "*un pays, une nation, un destin*", le gouvernement mauricien a décidé de soumettre la candidature de Jean-Claude de l'Estrac, actuellement secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI), pour prendre la suite de l'ancien président sénégalais, Abdou Diouf, à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) depuis 2003 et dont le troisième mandat se termine à la fin novembre 2014.
Cette candidature sera officiellement annoncée lors de la journée de la Francophonie le 22 mars prochain.

Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a d'ores et déjà informé en amont le secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, de ce choix et a communiqué la position mauricienne aux autres chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, comme le rapporte le journal *Le Mauricien*.

"*Le temps de l'Océan Indien est venu*", a déclaré brièvement de son côté le principal intéressé, Jean-Claude de l'Estrac, qui a confirmé sa prochaine candidature à l'occasion du sommet de la Francophonie de Dakar au Sénégal le 29 et 30 novembre 2014, alors qu'il est en déplacement à Bruxelles dans le cadre de réunions avec des représentants de l'Union européenne pour déterminer le montant des fonds alloués pour le 11e FED* à la COI.

http://www.indian-ocean-times.com/Maurice-Le-gouvernement-propose-la-candidature-de-Jean-Claude-de-l-Estrac-a-la-tete-de-l-Organisation-internationale-de_a3328.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

SUCCESSION D'ABDOU DIOUF : Maurice propose la candidature de Jean-Claude de l'Estrac

11 March, 2014
Arvin Boolell : « Toute une stratégie sera mise en place par le PMO et les affaires étrangères pour soutenir cette candidature »



Le gouvernement mauricien a décidé de présenter la candidature de Jean-Claude de l'Estrac, qui occupe les fonctions de secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, à la succession d'Abdou Diouf dont le mandat en tant que SG de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) arrive à terme à la fin de cette année. Cette décision a été confirmée par le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell, au Mauricien ce matin. « Toute une stratégie sera mise en place par le bureau du Premier ministre et le ministère des Affaires étrangères pour soutenir cette candidature », a dit Arvin Boolell. Le Premier ministre Navin Ramgoolam a déjà avisé le secrétaire général de l'OIF Abdou Diouf de la présentation de la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Il a, d'autre part, déjà adressé une communication aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OIF. « Le temps de l'océan Indien est venu », a simplement déclaré Jean-Claude de l'Estrac, qui a confirmé

sa candidature à cette haute fonction à l'Organisation internationale de la Francophonie. Il se trouve actuellement à Bruxelles où il participe en sa capacité de secrétaire général de la COI à des réunions avec les représentants de l'Union européenne sur les fonds qui seront alloués à la COI dans le cadre du onzième FED. La candidature de Jean-Claude de l'Estrac sera annoncée officiellement à l'occasion de la journée de la Francophonie le 22 mars. Le Premier ministre compte évoquer la candidature mauricienne avec ses pairs lors des prochains sommets Afrique/Union européenne et Afrique/États-Unis. De son côté, le ministre des Affaires étrangères sollicitera le soutien de ses pairs lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Union africaine. Dans les milieux du gouvernement on fait comprendre que la campagne en vue de soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac reposera entre autres sur l'importance que prend l'indianocéanie sur l'échiquier mondial et le rayonnement de Maurice dans la région. « Au cœur d'un monde en recomposition, l'océan Indien est le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Espace clé des échanges économiques et des transports d'hydrocarbures, il est l'océan qui baigne les puissances de demain », explique-t-on dans les milieux gouvernementaux. « Aujourd'hui, les pays de l'océan Indien ont acquis le droit de s'exprimer dans le concert des nations et de faire entendre la voix d'un modèle indianocéanien de développement qui contribue activement à la diversité culturelle mondiale et à sa prospérité ».

Parmi les personnalités qui ont déjà annoncé leur intention de présenter leur candidature figure Henri Lopes, écrivain, homme politique et diplomate congolais.

Le choix du successeur d'Abdou Diouf se fera lors d'un prochain sommet de la Francophonie qui aura lieu à Dakar, Sénégal, du 29 au 30 novembre prochain. Il aura pour thème « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix et acteurs de développement ».

http://www.lemauricien.com/article/succession-d-abdou-diouf-maurice-propose-la-candidature-jean-claude-l-estrac

Réunion

Jean-Claude de l'Estrac candidat au poste de secrétaire général



Jean-Claude de l'Estrac

Le premier ministre de l'île Maurice a proposé ce mardi 11 mars 2014 la candidature de Jean-Claude de l'Estrac au poste de secrétaire général de l'organisation internationale de la francophonie. Le Mauricien, qui est déjà à la tête de la commission de l'océan indien, souhaite succéder à Abdou Diouf. A 78 ans, l'ancien président du Sénégal tirera sa révérence en novembre prochain, après trois mandats. L'ancien ministre des affaires étrangères de la république mauricienne devra notamment faire face à la candidature française de Calixthe Beyala. La romancière d'origine camerounaise a déclaré au public sa candidature le 4 mars dernier. (photo D.R.)

La candidature mauricienne met en avant le "modèle de coexistence" de l'île "qui se reconnaît dans les valeurs de la Francophonie, celles de la diversité, de la solidarité, de l'éducation et du combat pour la démocratie et les droits de l'homme qui imbibent l'histoire et la société mauricienne."
La république souligne que "la pratique de la langue française est une chance pour se connecter au monde francophone pour des raisons à la fois culturelles et économiques." Ajoutant que "le français est un instrument de développement qui cohabite avec l'anglais et d'autres langues ancestrales." Le communiqué qualifie l'île Maurice de "trait d'union entre les mondes anglophones et francophones, entre l'Afrique, l'orient et l'occident."
Pour la république mauricienne, Jean-Claude de l'Estrac "exprime la synthèse d'un monde en mouvement, tel qu'on le retrouve dans l'océan Indien, ouvert à la diversité mais soucieux des équilibres et du respect des identités culturelles et linguistiques." L'ancien ministre des affaires étrangères est décrit comme "un authentique francophone pétri de filiations multiples, un ardent promoteur de l'Indianocéanie."
Le secrétaire général de la COI "espère apporter à la francophonie d'aujourd'hui et de demain son expérience, sa force de conviction et sa capacité naturelle à fédérer autour d'un projet mobilisateur."

http://reunion.orange.fr/news/ocean-indien/jean-claude-de-l-estrac-candidat-au-poste-de-secretaire-general,1297415.html

Tourisme

NEWSMADA
LES ACTUS DE MADAGASCAR

Tourisme : la 3è édition de l'ITM se prépare

12 Mars 2014

La 3è édition de la foire internationale du tourisme et de l'hôtellerie (ITM) débutera le 15 maiprochain et durera 3 jours. Les offices régionaux du tourisme et les représentants des îles Vanille prendront part à cet évènement d'une grande importance pour le secteur. En effet, ces derniers temps, la destination Madagascar est victime d'une mauvaise publicité. Il faudrait ainsi que les autorités et les responsables du secteur intensifient leurs efforts pour redresser la situation.
La particularité de cette édition est qu'elle mettra l'accent sur les parcs nationaux et les richesses dont ils regorgent. Des conférences focalisées sur la professionnalisation des métiers de la restauration et de l'hôtellerie auront lieu durant ces 3 jours.
http://www.newsmada.com/index.php/economie/36612-tourisme--la-3e-edition-de-litm-se-prepare#.UyE_8oXvf3A